

Comité technique paritaire départemental du 18 février 2009

Préparation de la rentrée scolaire 2009

Déclaration de Martine DUPUY au nom de la Fédération Force ouvrière de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle

Force Ouvrière conteste votre affirmation, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, selon laquelle la situation s'améliore dans les écoles parce qu'aucun emploi n'est « perdu » pour une prévision de 334 élèves en moins sur le département.. Tout d'abord nous réitérons notre opposition à la globalisation des effectifs de deux ou trois écoles qui permettent à l'administration de fermer des classes et à la multiplication des classes GS-CP qui préfigure la suppression du cycle 1. Ensuite, les moyennes d'élèves par école ne tiennent pas compte de la répartition des élèves dans chaque classe ou niveau, ni des conditions réelles des enseignants et des élèves. **La réalité est qu'elles ne cessent de se dégrader !**

En effet, aucune école n'est épargnée par **l'intégration croissante d'élèves « en situation de handicap »** sans d'ailleurs le moindre abaissement des effectifs dans les classes qui les accueillent.

L'absence de psychologue scolaire dans certains secteurs et leur nombre insuffisant ne permet pas le traitement des dossiers d'orientation de des enfants en classes ou établissement spécialisés.

Il n'y a plus de recrutement d'AVSI pour satisfaire les demandes, et donc pas cette aide **minimale** à l'intégration en classe ordinaire, **au détriment de ces enfants mais aussi de tous les élèves scolarisés dans les classes**. Sans compter le **manque crucial de place en IME** dans notre département qui laisse les enfants en attente, « abandonnés » dans les écoles malgré la bonne volonté de tous.

Il faut par ailleurs souligner qu'avec la dégradation des conditions de vie dans cette société, les multiples difficultés sociales qui touchent tous les milieux, **les élèves sont de plus en plus agités et perturbés**. Les élèves d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'il y a ne serait-ce que 5 ou 10 ans.

A cela s'ajoute bien sûr les problèmes de remplacement non assurés dans toutes les circonscriptions qui conduisent à la répartition fréquente d'élèves d'enseignants absents dans les autres classes...

Et c'est dans ce contexte que le gouvernement et son ministre M. Darcos programment la liquidation des enseignants spécialisés des RASED à compter de la prochaine rentrée 2009 avec 42 suppressions nettes de postes E et G dans notre département auxquelles s'ajoutent 42 « transformations » en postes surnuméraires sur des écoles pour la prise en charge de la difficulté scolaire... soit **la suppression de 84 postes de RASED** sur le département, prélude à la suppression de tous les enseignants spécialisés !

A ce sujet, nous souhaitons dire ici, sans forcément développer dans le cadre de cette déclaration, ce que nous avons argumenté par écrit ou en entrevue : la mise en œuvre, singulière dans chaque circonscription, de votre circulaire du 22 janvier a créé une situation qui, loin de rassurer les collègues de RASED, provoque au contraire un grand désarroi par rapport à leur avenir personnel.

Par ailleurs, l'annonce d'aucun départ en stage de formation E et G pour l'année prochaine signe, par le tarissement du recrutement, la fin programmée de ces enseignants spécialisés la fin programmée de ces enseignants spécialisés alors que le nombre d'élèves nécessitant ces prises en charge spécialisées ne cesse de croître !

Nous revendiquons le maintien et le développement de ces postes d'enseignants spécialisés et les départs en stage E et G à la hauteur des besoins de l'école.

Nous interviendrons, au long de cette commission pour défendre les dossiers que nous ont confiés les écoles. Nous avons des points divers à aborder en fin de réunion.